



RAPPORT SUR LES DROITS NUMÉRIQUES ET L'INCLUSION EN AFRIQUE

RAPPORT PAYS DU
SOMALIE

2024



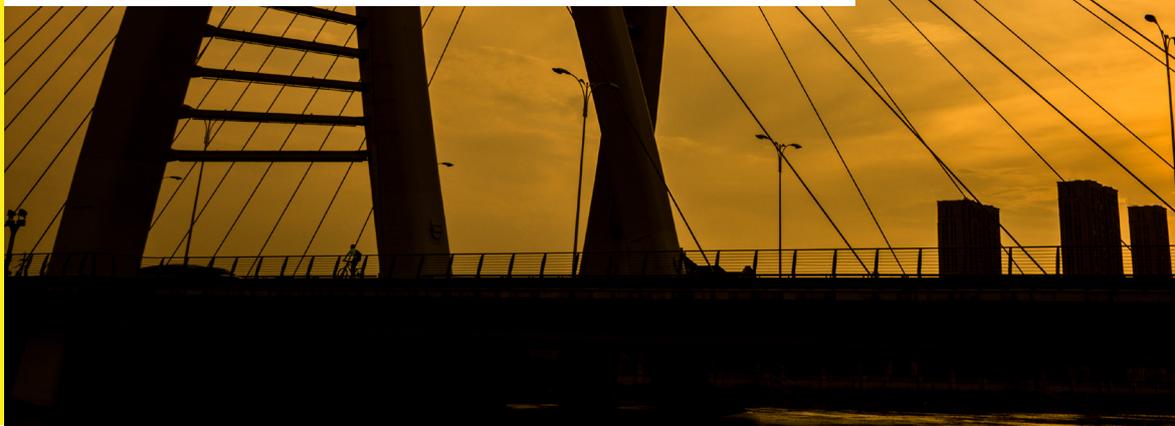
Résumé

Ce rapport examine le paysage des droits numériques en Somalie à travers une approche globale et multi-méthodologique. L'analyse intègre des études documentaires et une évaluation fondée sur les droits humains à l'aide de l'Indice de score, un cadre développé par Paradigm Initiative et inspiré des principes de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP).⁹⁵⁵ L'indice de score total de la Somalie est à 25 sur 60, qui reflète les lacunes importantes en matière de protection des droits numériques, en mettant en évidence les domaines nécessitant une attention et une amélioration urgentes, notamment en matière d'accès à Internet et de protection des données. Ce score fournit une indication claire des défis auxquels la Somalie est confrontée pour garantir des droits numériques équitables à ses citoyens. La méthodologie évalue les performances de la Somalie dans des domaines critiques tels que l'accès à Internet, la liberté d'expression, la protection des données, la censure et l'inclusion numérique, tout en référant des incidents et des tendances vérifiables, étayés par des sources pertinentes.

Après des décennies d'instabilité politique, la Somalie connaît une transformation numérique principalement portée par l'innovation du secteur privé, particulièrement dans les télécommunications mobiles. Les services d'argent mobile ont renforcé l'inclusion financière, rendant la Somalie fortement dépendante des systèmes de paiement mobile pour ses activités économiques quotidiennes. En janvier 2024, le taux de pénétration d'Internet en Somalie s'élevait à 27,6 %, avec environ 5,08 millions d'internautes.⁹⁵⁶ Toutefois, cette croissance numérique est inégale, avec des disparités importantes entre les populations urbaines et rurales en raison d'infrastructures limitées et de problèmes d'accessibilité financière.⁹⁵⁷

Bien que la Somalie ait adopté une loi sur la protection des données, l'absence de mise en œuvre effective expose les informations personnelles à des risques, sans mécanismes d'application pour répondre aux préoccupations croissantes en matière de confidentialité. Les vulnérabilités en matière de cybersécurité constituent un problème urgent, l'écosystème

955 Principes de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) : <https://achpr.au.int/>
956 Pénétration d'Internet et statistiques d'utilisation : <https://datareportal.com/reports/digital-2024-somalia>
957 Défis en matière d'infrastructures et d'accessibilité financière : <https://kcl.co.ug/somalia-digital-inclusion-is-a-rights-issue/>



3

DROITS
NUMÉRIQUES
ET INCLUSION
EN AFRIQUE
RAPPORT

LONDA
2024

numérique étant confronté à une augmentation des cyberattaques. Les femmes et les personnes handicapées (PH) restent marginalisées dans l'espace numérique en raison d'obstacles systémiques, d'infrastructures inaccessibles et d'un manque de politiques ciblées. De plus, les disparités entre les sexes et les écarts d'alphabétisation entravent une participation significative à l'économie numérique.

Le rapport examine les possibilités offertes à la Somalie de mobiliser sa jeunesse pour favoriser l'inclusion et l'innovation numériques. Comblar les lacunes en matière d'infrastructures, faire respecter les lois existantes et garantir un accès équitable aux technologies sont des étapes essentielles pour créer un paysage numérique résilient et respectueux des droits en Somalie.

Ce rapport examine le paysage des droits numériques et de l'inclusion en Somalie, mettant en évidence les problèmes critiques et proposant des solutions concrètes. Les principaux domaines explorés comprennent la protection des données, dont la mise en œuvre inefficace rend les données personnelles vulnérables. La cybersécurité, l'écosystème numérique du pays étant exposé à des menaces croissantes et aux disparités entre les sexes, où des obstacles systémiques entravent une participation équitable à l'économie numérique. Le rapport aborde également les lacunes en matière de connectivité, d'accès numérique, d'infrastructures et de rôle de la société civile.

Introduction

Dans la Corne de l'Afrique, la Somalie compte une population estimée à 19 millions d'habitants.⁹⁵⁸ Avec plus de 75 % de la population âgée de moins de 30 ans, le pays possède l'une des populations les plus jeunes d'Afrique, ce qui en fait un terrain fertile pour l'innovation numérique.⁹⁵⁹ Cependant, la Somalie est classée parmi les pays les moins avancés (PMA) par les Nations Unies,⁹⁶⁰ pays pauvre très endetté (PPT), confronté à des défis majeurs tels que les conflits, le manque d'infrastructures et la pauvreté. Son économie repose fortement sur l'agriculture, l'élevage et les transferts de fonds des migrants, tandis que le soutien international est crucial pour sa reprise. Malgré ces obstacles, des signes de croissance apparaissent.⁹⁶¹

Le pays a fait preuve d'une résilience remarquable, se reconstruisant après des décennies de guerre civile et d'effondrement institutionnel. Le secteur des télécommunications a été un pilier essentiel de cette reprise, avec des entreprises comme Hormuud, Golis et Somtel à l'avant-garde des initiatives de connectivité et d'inclusion financière. Pourtant, les inégalités en matière d'infrastructures, d'accessibilité financière et de maîtrise du numérique freinent l'adoption généralisée du numérique.

958 Estimation de la population : <https://worldpopulationreview.com/countries/somalia>

959 Article du PNUD sur la Journée internationale de la jeunesse 2024 : <https://www.undp.org/somalia/news/celebrating-international-youth-day-2024-empowering-somali-youth-through-digital-innovation>

960 La Somalie est classée parmi les pays les moins avancés (PMA) par les Nations Unies : <https://www.un.org/development/desa/dpad/least-developed-country-category-somalia.html>

961 Perspectives économiques de la Somalie : <https://www.worldbank.org/en/country/somalia/overview>

Accès Internet

Le paysage Internet somalien se caractérise par une croissance rapide et des défis considérables. Le pays bénéficie d'un accès à l'internet parmi les plus abordables d'Afrique, avec 1 Go de données mobiles à partir de 0,50 USD.⁹⁶² Cette accessibilité a favorisé une révolution numérique dans les zones urbaines, où davantage de personnes peuvent accéder à l'internet mobile et aux services numériques. Par exemple, début 2024, les plateformes de réseaux sociaux comme Facebook, Instagram et TikTok ont enregistré une croissance de leur engagement: Facebook a touché 13% de la population totale et TikTok 57% des internautes locaux en 2024.⁹⁶³ Cela a permis aux citoyens somaliens de s'engager dans le discours politique, d'exprimer leurs opinions et de participer à l'économie mondiale, principalement par le biais de l'entrepreneuriat numérique et du commerce électronique.⁹⁶⁴

Cependant, ces progrès sont contrebalancés par les perturbations qui affectent l'accès à Internet, notamment en cas de troubles politiques et de pannes techniques. Les dommages causés aux câbles sous-marins ont également entraîné des semaines de pannes d'Internet, ce qui a gravement perturbé les activités commerciales et les communications quotidiennes.⁹⁶⁵ Les perturbations d'Internet en Somalie sont souvent motivées par des raisons politiques, et plusieurs d'entre elles se sont produites lors de périodes politiquement sensibles. Par exemple, en août 2023, le ministère des Communications et des Technologies a ordonné la fermeture de plateformes de réseaux sociaux comme TikTok et Telegram, invoquant des préoccupations de sécurité et la lutte contre le terrorisme.⁹⁶⁶ Plus tard, en décembre 2024, des affrontements entre les troupes fédérales et les forces régionales au sujet d'un différend électoral local à Raskamboni ont été accompagnés d'une panne de télécommunications, illustrant une fois de plus l'utilisation par le gouvernement des coupures d'Internet pour contrôler le flux d'informations lors d'événements politiquement sensibles.⁹⁶⁷ Ces actions démontrent comment les perturbations d'Internet sont utilisées comme un outil pour gérer la sécurité et les tensions politiques dans le pays.

Liberté d'expression en Somalie

Le paysage médiatique somalien est confronté à de nombreux défis qui entravent la liberté d'expression, notamment la désinformation sexiste, la criminalisation des fausses nouvelles, les lois sur la sédition, les restrictions à la liberté de la presse et les violences sexistes en ligne. Ces problèmes sont exacerbés par l'instabilité politique, la faiblesse des cadres juridiques et les normes sociétales qui affectent les femmes de manière disproportionnée.⁹⁶⁸

Le Code pénal, promulgué en 1964, comprend de nombreux articles restreignant la liberté d'expression et la liberté des médias.⁹⁶⁹ L'article 164 confère aux juges le pouvoir discrétionnaire d'imposer des mesures de sécurité aux personnes considérées comme « dangereuses pour la société ». Cette disposition a été utilisée pour arrêter et détenir des journalistes et des militants, entraînant une autocensure généralisée et menaçant le journalisme indépendant.

En 2024, l'environnement médiatique en Somalie est resté précaire, les journalistes étant confrontés à des risques importants, notamment des arrestations arbitraires, du harcèlement et des menaces à leur sécurité numérique. Un incident notable a été l'enlèvement du journaliste Abduqadir Mohamed Nur, correspondant de Risaala Media, par des agents de sécurité somaliens.⁹⁷⁰ Il a été arrêté le 19 octobre 2024 après la saisie de son téléphone et de son ordinateur portable, ce qui a renforcé les inquiétudes quant à la vulnérabilité des journalistes et de leurs appareils numériques dans le pays. Cet acte a mis en danger ses données personnelles et professionnelles, surtout les informations sensibles stockées sur ses appareils. Cette arrestation soulève de sérieuses questions sur la liberté de la presse et la sécurité des journalistes à l'ère numérique, d'autant plus qu'ils dépendent des outils numériques pour leur travail.

En outre, la criminalisation des « fausses nouvelles » continue de constituer un défi majeur pour

962 Tarifs abordables pour les données mobiles : <https://www.statista.com/statistics/1272681/price-for-mobile-data-in-somalia/>

963 Statistiques d'engagement sur les réseaux sociaux : <https://datareportal.com/reports/digital-2024-somalia>

964 Transformation économique : https://hiiraan.com/news4/2023/Apr/190629/internet_in_somalia_how_internet_access_is_transforming_somalia_s_economy.aspx

965 Dommages et pannes de câbles sous-marins : <https://som-isoc.org/internet-access-disruptions-and-what-to-do-about-it/>

966 Fermeture de TikTok et Telegram : <https://www.voanews.com/a/somalia-orders-tiktok-telegram-shut-down/7233001.html>

967 Panne des télécommunications pendant les affrontements : <https://apnews.com/article/somalia-federal-forces-jubbaland-fighting-ee77a6fa38e4acd281a26c28e74570a>

968 « Le Code pénal somalien ne comprend pas de définition de la torture et ne la criminalise pas » (Reliefweb, novembre 2022) <https://reliefweb.int/report/somalia/somalia-patterns-unlawful-killings-torture-and-other-ill-treatment>

969 Dispositions du code pénal : <https://www.refworld.org/legal/legislation/natlegbod/1964/en/72335>

970 Enlèvement du journaliste Abduqadir Mohamed Nur : <https://www.theguardian.com/global-development/2024/oct/19/somali-security-agents-abduct-journalist-abduqadir-mohamed-nur-press-freedom-risaala-media>

les journalistes en Somalie. Dans le même ordre d'idées, le journaliste Alinur Salaad a été arrêté en juillet 2024 pour avoir critiqué, il a fait référence à l'armée dans ses reportages, qui ont suscité une attention considérable du public et des médias.⁹⁷¹ Son arrestation témoigne clairement de la pression croissante exercée par le gouvernement sur les journalistes, en particulier ceux qui défient l'État ou traitent de sujets sensibles. Ces incidents reflètent la tendance générale à la multiplication des menaces pesant sur les journalistes en Somalie, où les outils numériques et les plateformes en ligne sont devenus à la fois une ressource précieuse pour le reportage et une source potentielle de vulnérabilité lorsque ces appareils sont confisqués ou détournés par des acteurs étatiques.

En Somalie, les femmes sont particulièrement vulnérables aux violences sexistes en ligne, notamment au harcèlement, aux menaces et au partage non consenti d'images intimes. Ces actes visent à réduire les femmes au silence et à les décourager de participer aux espaces en ligne. L'absence de protection juridique spécifique contre les violences sexistes en ligne aggrave le problème, laissant les victimes sans recours adéquat. Le Parlement fédéral n'a pas adopté les projets de loi sur les infractions sexuelles et les mutilations génitales féminines.⁹⁷² Malgré ces difficultés, des initiatives visent à améliorer la situation. Bilan, la seule équipe de presse entièrement féminine de Somalie, a été récompensée pour son courage journalistique et a remporté le prix One World Media de la liberté de la presse 2024.⁹⁷³ Cela met en évidence le potentiel de changement positif lorsque les voix des femmes sont amplifiées dans les médias.

Protection des données et confidentialité

Le paysage somalien de la protection des données et de la vie privée en est encore à ses balbutiements, avec d'importantes lacunes en matière de législation, d'application et d'infrastructures, ce qui expose les individus à une utilisation abusive des données. En mars 2023, la Somalie a promulgué la loi sur la protection des données, établissant un cadre juridique complet pour le traitement des données personnelles.⁹⁷⁴ La loi sur la protection des données vise à protéger les personnes concernées contre les risques liés au traitement des données à promouvoir des pratiques de traitement sécurisées et à garantir un traitement équitable et licite des données personnelles. Elle a conduit à la création de l'Autorité de protection des données (APD), un organisme indépendant chargé de veiller au respect des lois sur la protection des données.⁹⁷⁵ L'Autorité a pour mandat de mener des enquêtes, de traiter les plaintes et de faire respecter la réglementation afin de protéger le droit à la vie privée des personnes. L'adoption de la loi sur la protection des données a constitué une avancée positive, car elle a établi des principes juridiques relatifs au consentement, à la responsabilité et à la sécurité des données.

Cependant, sans mécanisme d'application solide, la capacité de la DPA à réglementer les gestionnaires de données des secteurs privé et public est considérablement limitée. De plus, la connaissance de la loi par le public reste faible, de nombreux citoyens somaliens ignorant leurs droits et responsabilités en matière de données personnelles.

La cybercriminalité est une autre préoccupation croissante en Somalie. L'absence de lois complètes sur la cybercriminalité expose des secteurs comme la banque mobile et le commerce électronique à la fraude et au piratage. Pour y remédier, l'Autorité nationale des communications (NCA) a créé un département de cybersécurité afin de guider les fournisseurs d'infrastructures critiques, les entreprises et les citoyens face aux menaces actuelles.⁹⁷⁶ En 2024, la Somalie a également bloqué les sites Web utilisés par Al-Shabab à des fins de propagande et de collecte de fonds, dans le but de limiter l'influence en ligne du groupe.⁹⁷⁷ Ces mesures soulignent le besoin urgent de cadres juridiques plus solides pour lutter efficacement contre la cybercriminalité.

Les lois antiterroristes et les pratiques de surveillance de la Somalie mettent en évidence le défi que représente l'équilibre entre la sécurité nationale et la protection de la vie privée des individus.⁹⁷⁸ À Mogadiscio, des milliers de caméras de surveillance sont déployées pour renforcer la sécurité et lutter contre le terrorisme. Si ces efforts sont essentiels à la sécurité publique, ils suscitent des

971 Détention du journaliste Alinur Salaad : <https://www.ifj.org/media-centre/news/detail/article/somalia-journalist-alinur-salaad-detained-over-military-criticism#:~:text=Journalist%20Alinur%20Salaad%20was%20detained,significant%20public%20and%20media%20attention>

972 Violences sexuelles et sexistes en Somalie : <https://www.amnesty.org/en/location/africa/east-africa-the-horn-and-great-lakes/somalia/report-somalia/>

973 Reconnaissance de Bilan pour la liberté de la presse : <https://www.undp.org/somalia/press-releases/somalias-only-all-women-media-team-wins-global-freedom-expression-award>

974 Loi somalienne sur la protection des données, 2023 : <https://mact.gov.so/en/wp-content/uploads/2023/07/Somalia-Data-Protection-Act-2.pdf>

975 Autorité de protection des données : <https://dpa.gov.so/>

976 Autorité nationale des communications : <https://nca.gov.so/>

977 Blocage des sites Web utilisés par Al-Shabab : <https://www.voanews.com/a/somalia-says-it-has-blocked-websites-used-by-al-shabab-/7467122.html>

978 Adoption de la loi antiterroriste : <https://www.voanews.com/a/somalia-s-lower-house-passes-historic-anti-terrorism-law/6996295.html>

inquiétudes quant à la confidentialité des données en raison du manque de transparence quant à leur collecte, leur stockage et leur utilisation.

L'absence de mécanismes de surveillance clairs et de mesures de protection des données a suscité des craintes d'abus potentiels, ce qui a eu un effet dissuasif sur la liberté d'expression et la confiance du public. De plus, les entreprises installant ces caméras auraient été confrontées à des menaces et des attaques, ce qui complique encore davantage la mise en œuvre de ces mesures de sécurité.⁹⁷⁹

Censure et modération du contenu

En Somalie, la censure et la modération des contenus sont devenues de plus en plus controversées le gouvernement ayant pris d'importantes mesures pour contrôler les plateformes numériques. En août 2023, le gouvernement somalien a interdit TikTok et Telegram, invoquant des inquiétudes concernant des contenus « horribles » et la désinformation. Cependant, le manque de contrôle judiciaire et de transparence a soulevé des questions quant à la proportionnalité de ces mesures et à leur conformité avec les normes internationales en matière de droits humains.⁹⁸⁰ Cette approche, combinée aux cyberattaques ciblant des journalistes et des personnalités publiques, comme le rapportent les médias somaliens, met en évidence des défis plus larges en matière de gouvernance et de sécurité numérique.⁹⁸¹

Les grandes plateformes technologiques telles que TikTok, Meta (Facebook) et Google disposent de politiques mondiales de modération de contenu, mais leurs rapports de transparence révèlent des données limitées spécifiques à la Somalie. Ce manque d'informations complique l'évaluation de l'ampleur des échanges entre le gouvernement somalien et ces entreprises pour le retrait de contenu. Les rapports de transparence de TikTok font état de demandes de retrait mondiales émanant de divers gouvernements, mais la Somalie n'est pas explicitement mentionnée, même dans le contexte de l'interdiction de 2023. Cela met en évidence un manque de clarté concernant les relations de la plateforme avec les autorités somaliennes. Ces actions affectent de manière disproportionnée les jeunes, les militants et les journalistes qui dépendent de ces plateformes pour communiquer et gagner leur vie, tout en favorisant l'autocensure par crainte de représailles. Les inquiétudes concernant les restrictions arbitraires des libertés en ligne persistent.

En décembre 2024, l'interdiction de TikTok et Telegram, décrétée par le gouvernement somalien en août 2023, reste officiellement en vigueur. Cependant, leur application est inégale et les deux plateformes restent accessibles dans le pays. Au sujet des coupures d'internet, aucune perturbation nationale n'a été signalée en Somalie en 2024. Néanmoins, l'Agence nationale de renseignement et de sécurité (NISA) a mené des opérations numériques ciblées, fermant plus de 12 000 comptes en ligne liés à des activités extrémistes.⁹⁸²

Accès à l'information

L'accès à l'information en Somalie demeure un enjeu fondamental pour ses citoyens. Les dispositions constitutionnelles garantissent ce droit, mais il manque un cadre juridique pleinement opérationnel pour le faire respecter. Si la Somalie a réalisé des progrès en matière de gouvernance, le pays se heurte encore à des obstacles quant à la mise en œuvre effective des lois garantissant la transparence et l'accès du public aux informations détenues par l'État.

La Constitution provisoire de la Somalie, adoptée en 2012, prévoit certaines protections pour le droit d'accès à l'information, notamment en vertu de l'article 18, qui garantit la liberté d'expression.⁹⁸³ Cela inclut le droit de rechercher, de recevoir et de diffuser des informations. La Constitution consacre également le droit des citoyens d'accéder à l'information des autorités publiques, singulièrement sur les questions d'intérêt public. Cependant, l'absence d'une loi spécifique sur l'accès à l'information signifie que le droit à l'information, tel qu'il est énoncé dans la Constitution, ne dispose pas du cadre juridique détaillé nécessaire à son application effective.

979 Installations de caméras de sécurité et défis associés : <https://www.reuters.com/world/africa/somalia-security-cameras-aim-cut-al-shabaab-attacks-militants-fight-back-2024-10-24/>

980 L'interdiction de TikTok suscite des inquiétudes en matière de droits humains : <https://www.bbc.com/news/world-africa-66587786.amp>

981 Cyberattaques contre des journalistes et des personnalités publiques : <https://hornobserver.com/articles/3046/Somali-Media-Organizations-Condemn-Coedited-Cyberattacks-Against-Facebook-Accounts-of-Journalists-Public-Figures-and-Government-Officials>

982 Fermeture de comptes en ligne affiliés à des groupes extrémistes : https://hiiraan.com/news/4/2024/Dec/199386/nisa_shuts_down_over_12_000_al_shabaab_online_accounts_in_latest_digital_crackdown.aspx

983 Constitution provisoire de la Somalie (2012) : <https://constitutionnet.org/vl/item/federal-republic-somalia-provisional-constitution-adopted-august-1-2012-sep-19-2012>

En août 2024, la Fédération internationale des journalistes (FIJ) a exprimé de vives inquiétudes concernant le projet de loi sur l'information officielle (OIB) somalien, adopté par le Conseil des ministres en mars 2024. Ce projet de loi, destiné à réguler la circulation de l'information au sein des institutions publiques, a été critiqué pour ses dispositions vagues et trop générales qui risquent de permettre la censure gouvernementale et de compromettre la transparence. Selon la FIJ, l'OIB pourrait gravement limiter la liberté de la presse, restreindre l'accès à des informations vitales et criminaliser les pratiques journalistiques légitimes.⁹⁸⁴ Les principaux problèmes résident dans le manque de clarté du projet de loi et dans son incapacité à intégrer des garanties contre les abus. De plus, l'absence de protections solides pour les journalistes et les citoyens en quête d'information risque d'accroître l'autocensure et d'éroder davantage la confiance du public dans la gouvernance.

IA et technologies émergentes

La Somalie explore le potentiel de l'intelligence artificielle et des technologies émergentes dans divers secteurs. Ces technologies sont considérées comme des outils essentiels pour relever les défis persistants dans les domaines de l'agriculture, de la santé, de l'éducation et de la gestion des catastrophes. Cependant, malgré des progrès, d'importants obstacles à l'adoption à grande échelle de l'intelligence artificielle (IA) subsistent, notamment des problèmes d'infrastructure et un manque d'expertise technique.

L'intégration de l'IA en Somalie reste limitée par l'absence d'une stratégie nationale globale, pourtant essentielle pour saisir les opportunités et relever les défis liés à son adoption. Si le Sommet somalien sur l'IA de 2024 a mis en lumière des avancées prometteuses, spécifiquement des engagements en faveur de l'innovation et du renforcement des capacités, il n'a pas réussi à définir un cadre cohérent pour guider le développement et la mise en œuvre de l'IA dans tout le pays.⁹⁸⁵ Sans une telle stratégie, les progrès sont fragmentés et la coordination nécessaire pour surmonter les principaux obstacles systémiques fait défaut. De plus, le faible niveau de culture numérique freine la création de talents et d'expertises locaux en IA. Sans une connaissance fondamentale des outils numériques de base, les Somaliens ont peu de possibilités d'accéder à des compétences de haut niveau et de développer l'IA. Ce déficit de compétences contraint la Somalie à s'appuyer fortement sur une expertise externe pour la mise en œuvre et la maintenance des systèmes d'IA, ce qui augmente les coûts et limite l'appropriation locale de ces technologies.

Inclusion numérique

L'une des avancées du paysage numérique somalien est la création de l'Autorité nationale d'identification et d'enregistrement (NIRA).⁹⁸⁶ La NIRA est chargée de mettre en œuvre des cartes d'identité fondamentales qui fournissent une preuve d'identité légale. Ce système vise à délivrer plus d'un million de cartes d'identité, faciliter l'accès à divers services et favoriser l'inclusion sociale.⁹⁸⁷ Cependant, la mise en œuvre de ce système a rencontré des difficultés importantes : le manque d'infrastructures adéquates a entravé son déploiement complet. De plus, malgré l'ambition des objectifs de la NIRA, la lenteur de l'enregistrement et les capacités limitées de l'autorité ont retardé sa couverture nationale, laissant de nombreuses personnes sans papiers d'identité.

L'absence d'un Fonds de service universel (FSU) fonctionnel suscite des inquiétudes quant à l'engagement du gouvernement à assurer la connectivité universelle. Sans FSU, les efforts visant à combler les lacunes en matière d'infrastructures, à soutenir l'inclusion numérique et à garantir que les communautés mal desservies ne soient pas laissées pour compte dans le développement numérique de la Somalie pourraient être considérablement entravés.

Conclusion

Le parcours de la Somalie vers la promotion des droits numériques et de l'inclusion est

984 Projet de loi sur l'information officielle et son impact sur la liberté de la presse : <https://www.ifj.org/media-centre/news/detail/article/somalia-official-information-bill-endangers-the-right-to-access-information>

985 Conclusions du sommet somalien sur l'IA : <https://sonna.so/en/somali-ai-summit-concludes-with-promises-of-progress/>

986 Autorité nationale d'identification et d'enregistrement (NIRA) : <https://nira.gov.so/>

987 Rétablissement de l'enregistrement national de la carte d'identité en Somalie : <https://identityweek.net/somalia-reinstates-national-id-registration-after-30-years/>

prometteur, mais des défis persistants persistent. Si des avancées notables ont été réalisées dans des domaines tels que l'accès abordable à Internet, l'adoption du paiement mobile et la mise en place d'un système national d'identification numérique, ces avancées sont souvent éclipsées par des problèmes systémiques, notamment la faiblesse des cadres réglementaires, le manque de compétences numériques et la fracture numérique entre zones urbaines et rurales. De plus, les préoccupations concernant la liberté d'expression, la confidentialité des données et les barrières liées au genre continuent de compromettre le potentiel de la transformation numérique de la Somalie.

Ce rapport souligne l'urgence pour la Somalie de renforcer ses cadres juridiques et institutionnels afin de garantir les droits numériques et un accès équitable aux technologies. Les investissements dans les infrastructures numériques, les programmes d'alphabétisation et les réformes politiques sont essentielles pour combler les lacunes existantes et garantir que la numérisation profite à tous les segments de la société, en particulier aux groupes marginalisés.

En adoptant une approche de la gouvernance numérique fondée sur les droits humains, la Somalie peut bâtir un écosystème numérique inclusif et résilient, propice à l'innovation, protégeant les libertés individuelles et permettant à ses citoyens de participer pleinement à l'économie numérique. La réalisation de cette vision nécessitera des efforts concertés de la part du gouvernement, du secteur privé, de la société civile et des partenaires internationaux afin de créer un avenir où la technologie sera un outil de progrès et d'égalité.

Le tableau des indices de score

Indicateurs clés de Londa 2025	Déclaration de la CADHP (P signifie Principe)	Score	Justification
Fermeture d'Internet	P38(2)	3	Aucune perturbation à l'échelle nationale n'a été signalée en Somalie en 2024, à l'exception des opérations numériques ciblées menées par l'Agence nationale de renseignement et de sécurité (NISA), qui ont entraîné la fermeture de plus de 12 000 comptes en ligne liés à des activités extrémistes.
Lois, politiques et autres mesures inexistantes pour promouvoir un accès universel, équitable, abordable et significatif à l'internet	P37	2	Peu de progrès ont été réalisés dans l'élaboration de politiques nationales globales visant à garantir un accès abordable, équitable et significatif à Internet pour tous. Ce manque de stratégies clairement définies entrave les efforts visant à combler la fracture numérique et à promouvoir une connectivité Internet universelle.
Criminalisation des fausses nouvelles	P22(2)	2	Les criminelsLa diffusion de fausses nouvelles continue de représenter un défi majeur pour les journalistes en Somalie, ce qui témoigne de la pression croissante exercée par le gouvernement sur les journalistes, en particulier ceux qui défient l'État ou qui traitent de sujets sensibles. Les lois existantes criminalisent les fausses nouvelles, ce qui conduit souvent à la suppression de la liberté d'expression, particulièrement pour les journalistes et les militants.
Législation sur la sédition	P22(2)	2	Le Code pénal contient des dispositions criminalisant la sédition, imposant des restrictions importantes à la liberté d'expression. Bien que ces lois visent à lutter contre les menaces à l'ordre public, leur formulation vague conduit souvent à des abus. De plus, leur application est incohérente, ce qui conduit à des applications arbitraires qui compromettent la sécurité juridique et affectent de manière disproportionnée les personnes exprimant des opinions critiques ou dissidentes.

Arrestations arbitraires et harcèlement des médias, des défenseurs des droits de l'homme et des citoyens	P20(1) & (2)	2	Les journalistes et les défenseurs des droits humains sont fréquemment victimes de harcèlement, d'intimidation et d'arrestations, créant un climat hostile pour ceux qui militent en faveur de la transparence et de la responsabilité. Ces actions portent atteinte à la liberté d'expression et à la liberté de la presse, réduisant au silence les voix critiques et décourageantes les efforts visant à dénoncer les injustices sociétales et les violations des droits humains.
Législation sur la protection des données	P42	4	Une loi sur la protection des données a été introduite, marquant une avancée vers la prise en compte des préoccupations en matière de confidentialité. Cependant, sa mise en œuvre reste faible, les mécanismes d'application étant limités pour en garantir le respect. L'absence de mesures de surveillance et de responsabilisation rigoureuses compromet l'efficacité de la loi, rendant les protections de la confidentialité des données inadéquates et suscitant des inquiétudes quant à sa capacité à garantir les droits des individus dans la pratique.
Suppression de contenu en ligne par le gouvernement	P38 and P39 (4)	2	Le gouvernement s'est activement impliqué dans la suppression de contenus, notamment dans les situations politiquement sensibles. Il s'agit souvent de cibler l'auteur du contenu et de faire pression sur lui pour qu'il le supprime. Des inquiétudes ont été soulevées quant à l'efficacité du contrôle judiciaire dans ces cas, remettant en question l'équilibre entre sécurité nationale et liberté d'expression.
Atteinte à la vie privée des communications	P41	2	L'absence de lois complètes sur la protection des données et la surveillance suscite des inquiétudes quant à l'atteinte à la vie privée, faute de garanties juridiques solides. De plus, la fermeture et le retrait de sites web témoignent de pratiques de surveillance active, ce qui exacerbe encore les craintes d'une surveillance incontrôlée et d'une érosion du droit à la vie privée.

Défaut de divulgation d'informations sur les technologies numériques	P39(6)	3	La transparence gouvernementale est inégale, car on constate un manque flagrant de partage systématique et proactif de l'information. Plutôt que de communiquer ouvertement les mises à jour ou les détails importants, le gouvernement s'abstient souvent de les divulguer. Cet accès limité à l'information crée des obstacles à la surveillance publique et affaiblit la confiance dans les processus gouvernementaux.
Stratégies nationales en matière d'IA et de technologies émergentes	P29 (3)	2	Bien que des efforts émergent pour explorer les applications de l'IA dans des secteurs comme l'agriculture, la Somalie n'a pas encore élaboré de stratégie nationale cohérente pour encadrer la mise en œuvre, l'adoption et la réglementation des technologies d'IA. Cette absence d'approche structurée laisse une lacune importante pour garantir une utilisation responsable et efficace de l'IA, prendre en compte les considérations éthiques et favoriser l'innovation dans tous les secteurs. Sans une telle stratégie, les possibilités d'exploiter l'IA pour la croissance économique, l'amélioration des services publics et les bénéfices sociétaux risquent de rester sous-exploitées, et les risques pourraient ne pas être maîtrisés.
Inclusion numérique	P37(3)	2	Alors que des initiatives comme le programme national d'identification numérique sont déployées pour améliorer l'inclusion numérique, des difficultés persistent pour les personnes handicapées, les communautés rurales et les groupes marginalisés. Parmi les obstacles figurent des infrastructures limitées, une faible pénétration d'internet et l'inaccessibilité aux services.

Adoption de lois, de politiques et de mesures spécifiques à l'enfance favorisant la sécurité numérique et la confidentialité des enfants en ligne	P37(5)	1	Il existe un manque criant d'efforts gouvernementaux pour établir des lois et des politiques de sécurité numérique spécifiques aux enfants, ce qui les expose à des risques tels que le cyberharcèlement, l'exploitation et les contenus préjudiciables. Si la société civile est consciente de la sécurité numérique des enfants, elle ne s'est pas encore traduite par des actions gouvernementales concrètes ni par un cadre national pour répondre à ces enjeux urgents.
Total		27	Le score total de la Somalie est de 25 sur 60, ce qui reflète les importantes lacunes en matière de protection des droits numériques et met en évidence les domaines nécessitant une attention et des améliorations urgentes, notamment en matière d'accès à Internet et de protection des données. Ce score illustre clairement les défis auxquels la Somalie est confrontée pour garantir des droits numériques équitables à ses citoyens.

Recommandations

Le gouvernement devrait :

- Promouvoir les investissements dans les infrastructures en s'associant à des entités privées pour étendre les infrastructures à large bande, en se concentrant sur les zones rurales et mal desservies.
- Modifier le Code pénal en révisant l'article 164, qui accorde aux juges des pouvoirs discrétionnaires excessifs et définit des limites claires pour empêcher l'utilisation abusive de terminologies vagues, telles que « fausses nouvelles », en vertu de l'article 18 de la Constitution provisoire.
- Introduire des lois complètes pour lutter contre le harcèlement, l'exploitation et la désinformation en ligne.
- Établir une stratégie nationale d'IA pour relever les défis sociétaux tels que les soins de santé, l'agriculture et la préparation aux catastrophes, en garantissant l'inclusivité et la mise en œuvre éthique.
- Mettre en œuvre des politiques de sécurité numérique spécifiques aux enfants pour lutter contre les risques en ligne tels que la cyberintimidation, l'exploitation et les contenus préjudiciables.
- Veiller à ce que le Fonds pour le service universel soit actif, transparent et utilisé efficacement pour combler les lacunes en matière de connectivité et promouvoir un accès équitable à Internet.
- Concevoir des outils et des plateformes TIC inclusifs, adaptés aux personnes handicapées et aux groupes marginalisés.

Le secteur privé devrait

- Les entreprises technologiques comme Meta, TikTok et Google devraient fournir des rapports de transparence spécifiques à la Somalie et adopter des pratiques de modération de contenu équitables qui s'alignent sur les contextes culturels locaux.
- Investir dans des projets locaux de TIC, en particulier ceux liés à l'éducation, à la culture numérique et au soutien aux petites entreprises.
- Travailler avec la société civile pour surveiller la censure en ligne, promouvoir une modération éthique du contenu et tenir les autorités responsables de l'utilisation abusive des plateformes numériques.
- Faciliter l'innovation locale en soutenant les hackathons, les incubateurs d'IA et les partenariats avec des professionnels somaliens pour favoriser les avancées technologiques.

Les organisations de la société civile (OSC) et les médias devraient :

- Mener des programmes ciblés d'alphabétisation numérique pour les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés, en mettant l'accent sur une utilisation sûre et éthique d'Internet.
- Sensibiliser aux risques en ligne et encourager une utilisation responsable d'Internet, en particulier dans les zones rurales et mal desservies.
- Surveiller les pratiques du gouvernement et du secteur privé liées à l'inclusion numérique et rendre compte publiquement des lacunes ou des abus afin de favoriser la responsabilisation.
- Collaborer avec des entreprises privées pour développer des outils numériques abordables et inclusifs, garantissant l'accessibilité aux personnes handicapées.

